Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 67/23 - IX – COM

Audience publique du quinze juin deux mille vingt-trois

Numéro CAL-2018-00081 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Sammy SCHUH, greffier assumé,

E n t r e :

la société anonyme **SOCIETE1.**), établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Nadine dite Nanou TAPPELLA d'Esch-sur-Alzette du 29 novembre 2017,

comparant par Maître Virginie BROUNS, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

Maître PERSONNE1.), avocat à la Cour, demeurant à L-ADRESSE2.),

intimé aux fins du prédit exploit TAPPELLA du 29 novembre 2017,

comparant par Maître Stéphane LATASTE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Par acte d'huissier de justice du 14 décembre 2016, PERSONNE1.) a fait donner assignation à la société anonyme SOCIETE1.) SA (ci-après **SOCIETE1.)**) aux fins d'obtenir paiement de trois notes d'honoraires pour la somme de 120.658,40 euros du chef d'arriérés de rétrocessions.

Lors de l'audience des plaidoiries, SOCIETE1.) a demandé à titre reconventionnel la condamnation de PERSONNE1.) à lui payer le montant de 23.527,98 euros à titre de factures impayées.

Par jugement du 13 octobre 2017, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg a reçu les demandes principales et reconventionnelle en la forme ; a dit non fondées les demandes en résiliation de la convention conclue entre PERSONNE1.) et SOCIETE1.) ; a ordonné à SOCIETE1.) de communiquer à PERSONNE1.) toutes les factures ou notes d'honoraires émises par SOCIETE1.), soit directement, soit indirectement via sa filiale SOCIETE2.), pour des prestations effectuées pour les sociétés mentionnées au dispositif, ceci dans un délai de quinze jours à partir de la signification du jugement, sous peine d'astreinte ; a dit non fondée la demande reconventionnelle de SOCIETE1.) et a réservé le surplus.

Par acte d'huissier de justice du 29 novembre 2017, SOCIETE1.) a interjeté appel contre le jugement du 13 octobre 2017, lui signifié le 20 octobre 2017.

Par arrêt N°119/18 - IX – COM du 12 novembre 2020, la Cour a dit irrecevable la demande nouvelle présentée en instance d'appel ; a reçu l'appel pour le surplus ; avant tout autre progrès en cause, a ordonné la révocation de l'ordonnance de clôture de l'instruction et la réouverture des débats afin de permettre aux parties de prendre des conclusions quant à l'applicabilité de la convention de coopération du 17 juin 2014 à la constitution et à la domiciliation par PERSONNE1.) d'au moins quatre sociétés en date du 20 octobre 2015 (SOCIETE3.) S.AR.L.), sinon du 21 décembre 2015 (SOCIETE4.) S.A., SOCIETE5.) S.A., SOCIETE6.) S.A.) ; a renvoyé l'affaire devant le magistrat de la mise en état et a réservé le surplus et les frais.

Par courrier daté du 22 novembre 2022, le mandataire de SOCIETE1.) a informé la Cour que les parties ont trouvé un arrangement transactionnel entre elles et déclaré vouloir procéder à un désistement d'instance et d'action.

Le désistement d'instance et d'action annoncé a été notifié à la Cour le 15 mai 2023.

Par courrier daté du 17 mai 2023, les mandataires des parties ont été informés que l'affaire est fixée pour clôture et plaidoiries à l'audience du 7 juin 2023.

A l'audience du 7 juin 2023, l'instruction a été clôturée et l'affaire a été plaidée, le magistrat rapporteur ayant été entendu en son rapport oral. L'affaire a été prise en délibéré à la même date.

Appréciation de la Cour

Le désistement est régi par les articles 545 et 546 du Nouveau Code de procédure civile qui disposent comme suit :

Art. 545. Le désistement peut être fait et accepté par de simples actes, signés des parties ou de leurs mandataires, et signifiés d'avoué à avoué.

Art. 546. Le désistement, lorsqu'il aura été accepté, emportera de plein droit consentement que les choses soient remises de part et d'autre au même état qu'elles étaient avant la demande.

Il emportera également soumission de payer les frais au paiement desquels la partie qui se sera désistée sera contrainte, sur simple ordonnance du président mise au bas de la taxe, parties présentes, ou appelées par acte d'avoué à avoué.

Cette ordonnance, si elle émane d'un tribunal de première instance, sera exécutée nonobstant opposition ou appel; elle sera exécutée nonobstant opposition, si elle émane d'une Cour d'appel.

Par acte d'avocat à la Cour à avocat à la Cour du 23 novembre 2022, SOCIETE1.) a déclaré se désister purement et simplement de l'instance introduite suivant exploit de l'huissier de justice Nadine dite Nanou TAPPELLA en date du 29 novembre 2017, enrôlée sous le numéro n° CAL-2018-00081 et actuellement pendante devant la IX^{ème} Chambre de la Cour d'appel, ainsi que de l'action sous-jacente.

Cet acte porte la mention manuscrite « *Bon pour désistement d'instance et d'action* », suivie de la signature du représentant de SOCIETE1.).

Le 3 mai 2023, PERSONNE1.) a contresigné cet acte et a apposé la mention manuscrite « *Bon pour désistement d'instance et d'action* ».

Le désistement a encore été accepté par PERSONNE1.) par conclusions notifiées le 16 mai 2023.

SOCIETE1.) adopte dans son acte de désistement une formulation ambiguë, mêlant désistement d'instance et désistement d'action.

Le désistement d'action et le désistement d'instance sont deux mécanismes juridiques fondamentalement différents, tant dans leurs conditions de mise en

œuvre que dans leurs effets. Le désistement d'action englobe toutefois nécessairement le désistement d'instance.

Par le désistement d'instance le demandeur manifeste sa renonciation à la seule instance qui est actuellement engagée sans pour autant abandonner définitivement le droit dont il a poursuivi la consécration par le biais de son action, le désistement d'instance en instance d'appel n'affecte que l'instance d'appel et laisse subsister tant la procédure que la décision de première instance, toutefois il ne confère pas à la décision de première instance une force ou une autorité particulière, une nouvelle procédure d'appel pouvant être engagée si le délai d'appel n'est pas écoulé ou qu'une cause d'extinction de l'action n'a joué entre-temps. Le désistement d'action quant à lui emporte non seulement abandon d'une instance introduite à un certain moment, mais plus fondamentalement abandon du droit qui forme la base de cette instance, d'où renonciation définitive et extinction du droit lui-même rendant irrecevable toute nouvelle action.

En l'occurrence, la Cour constate que si l'action principale a été introduite par PERSONNE1.) suivant assignation du 14 décembre 2016, SOCIETE1.) a conclu reconventionnellement à la condamnation de PERSONNE1.) en indemnisation de son préjudice subi à titre de perte d'une chance et en paiement du montant de 23.527,98 euros du chef de factures impayées.

L'appelante ayant dès lors également été demanderesse sur reconvention en première instance, elle peut se désister utilement d'un droit étant donné qu'elle a initié l'action qui en poursuivrait la consécration.

La Cour est ainsi amenée à retenir que la volonté de SOCIETE1.) est de se désister de son instance et de son action, ce qui est ainsi conforme à la mention manuscrite apposée sur le document.

Au vu de la manifestation de volonté non équivoque exprimée par l'appelante et en application de l'article 546 du Nouveau Code de procédure civile, il y a lieu de lui donner acte de son désistement d'instance et d'action et de les déclarer éteintes à l'égard de PERSONNE1.).

Par voie de conséquence, il y a lieu de dire que l'exploit de l'huissier de justice Nadine dite Nanou TAPPELLA en date du 29 novembre 2017 et enrôlée sous le n° CAL-2018-00081 est devenu sans objet en ce qui concerne PERSONNE1.).

En vertu de l'article 546 du Nouveau Code de procédure civile, la partie qui se désiste est réputée succomber, et doit, en conséquence, supporter les frais conformément au principe général de l'article 238 du même code.

Suivant règlement entre parties, chaque partie supportera en l'espèce ses propres frais et dépens.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

vu l'ordonnance de clôture du 7 juin 2023 ;

vu l'arrêt N°119/18 - IX – COM du 12 novembre 2020 ;

donne acte à la société anonyme SOCIETE1.) SA qu'elle se désiste de l'instance introduite contre PERSONNE1.) par l'exploit de l'huissier de justice Nadine dite Nanou TAPELLA du 29 novembre 2017 et enrôlée sous le n° CAL-2018-00081, ainsi que de l'action sous-jacente ;

donne acte à PERSONNE1.) qu'il accepte ce désistement ;

dit le désistement régulier ;

décète le désistement aux conséquences de droit, sauf en ce qui concerne les frais ;

dit que chaque partie supportera ses propres frais et dépens liés à l'instance.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier assumé Sammy SCHUH.